

# Résumé d'évaluation

## *Evaluation externe intermédiaire à mi-parcours d'Iboungbi, projet multisectoriel De développement local dans le Nord-Est de la République Centrafricaine*

Pays : République Centrafricaine

Secteur : Mutiple

Évaluateur : TERO (Laurent Dietsch, Felicien Adoum Issa)

Date de l'évaluation : 18 Juin au 12 Juillet 2022

### Données clés de l'appui AFD

**Numéro de projet :** CCF 1194

**Montant :** 15 millions d'euros

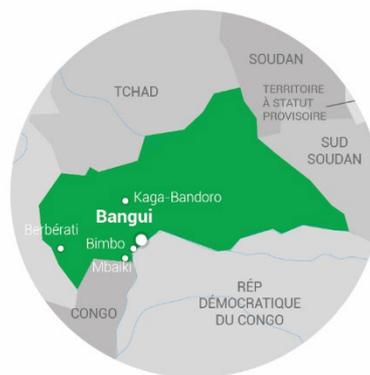
**Taux de décaissement :** 43% (au 30 juin 2022)

**Signature de la convention**

**de financement :** 20 décembre 2019

**Date d'achèvement :** 31/12/2023

**Durée :** 48 mois



### Contexte

La République de Centrafrique (RCA) fait face à une multitude de défis structurels, qu'il s'agisse de son enclavement géographique, de la non-intégration de ses marchés, de l'absence d'infrastructure, de la faible pénétration de l'autorité administrative-judiciaire ou de la fragilité des états voisins, défis aggravés par le conflit armé qui bouleverse le pays depuis 2013. Les populations des préfectures de la Vakaga et Bamingui-Bangoran ont été fortement touchées par les crises successives (2003-2004, 2012-13, 2020) qui ont secoué le pays.

### Intervenants et mode opératoire

Le projet est mis en œuvre par 2 organisations partenaires Triangle Génération Humanaire (TGH) et Première Urgence Internationale (PUI).

TGH est l'organisation chef de file, chargée du pilotage transversal du projet depuis Bangui, avec une répartition géographique de son exécution. Chaque organisation est responsable de l'ensemble des composantes de l'intervention dans un territoire spécifique: TGH dans la préfecture de la Vakaga et PUI dans celle de Bamingui Bangoran.

Des institutions étatiques et/ou paraétatiques des différents secteurs concernés ont été associées au projet pour faciliter leur redéploiement et pour qu'elles apportent leur appui technique à la mise en œuvre sur le terrain.

### Objectifs

Améliorer la situation socioéconomique des populations du Nord-Est de la RCA afin de contribuer à la réduction des inégalités territoriales et à la construction de la paix

### Réalisations attendues

- Un soutien est apporté aux acteurs étatiques et aux communautés pour l'accès à des services de base de meilleure qualité ;
- Les populations sont appuyées dans la gestion des ressources naturelles et le développement des filières durables notamment autour des aires protégées ;
- La résilience socioéconomique des ménages est renforcée par un appui aux productions agricoles et à l'entreprenariat.

## Appréciation de la performance

### **Pertinence: très satisfaisante**

Les objectifs et priorité du projet sont globalement très pertinents face à une problématique complexe ainsi que par rapport aux priorités sectorielles l'Etat et à sa volonté de redéployer ses services. La logique d'intervention est pertinente mais présentée avec une clarté insuffisante pour expliciter les enchainements activités-réalisation-effets-impacts recherchés dans chaque domaine d'intervention.

### **Cohérence: très satisfaisante**

Le projet est très cohérent avec les objectifs des 2 co-exécuteurs ainsi qu'avec les priorités stratégiques de l'AFD pour la RCA. Les stratégies et actions sont cohérentes avec les priorités des agences étatiques et paraétatiques concernées mais ne visent pas suffisamment le renforcement de leurs stratégies de redéploiement. Des efforts sont faits pour éviter les duplications et renforcer les synergies avec d'autres interventions.

### **Efficacité: satisfaisante**

Les perspectives d'atteinte des résultats attendus sont très satisfaisantes dans les domaines de l'éducation primaire, l'approvisionnement en eau potable, la santé animale, la mise en place de Champs Ecoles Paysans (CEP), la production de semences et la réparation des chemins. Elles sont plus limitées au niveau de la formation professionnelle, l'amélioration des pratiques et conditions d'hygiène, la mise en place de centre agropastoraux, la restauration de sols dégradés et l'intégration de groupements dans des filières porteuses.

### **Efficiace: satisfaisante**

Des efforts importants ont été réalisés pour combler les retards initiaux, qui étaient surtout liés à des facteurs externes, et atteindre un degré satisfaisant de mise en œuvre des activités prévues. L'efficiace des procédures de gestion administrative et logistique a été progressivement améliorée mais le fait que la plupart des achats se fassent en capitale reste une limitation majeure. Le système de suivi-évaluation, surtout centré sur la réalisation des activités, est complexe, chronophage et peu utile pour alimenter les réflexions stratégiques.

### **Durabilité: peu satisfaisante**

Les faibles moyens dont disposent les partenaires étatiques du projet ne permettent pas, de façon réaliste, d'envisager qu'ils puissent assurer de façon pérenne le redéploiement de leurs services dès la fin du projet. Des avancées ont été obtenues dans la mise en place et/ou le renforcement de capacités et mécanismes locaux pour le maintien des infrastructures et services mis en place mais leur pérennisation à long terme reste un enjeu majeur de même qu'une plus grande appropriation des services mis en place et/ou pratiques divulguées.

### **Questions transversales: satisfaisantes**

La prise en compte de l'équité de genre dans l'accès aux bénéfices du projet est satisfaisante mais l'absence de création d'espaces propres aux femmes de discussion et d'échange limite les possibilités d'aller plus loin dans la réduction des inégalités de genre. Différents mécanismes de remontée des plaintes ont été établis mais ils ne sont pas suffisamment complétés par des entretiens plus qualitatifs avec les bénéficiaires. L'approche inclusive mise en place ainsi que la prise en compte des risques environnementaux et sociaux est satisfaisante même si la recherche d'un point d'équilibre entre l'inclusion des plus vulnérables et la pérennisation des actions doit être un point d'attention permanent.

## Conclusions et enseignements

Le projet Iboungbi, est globalement très pertinent et cohérent, mais complexe à mettre en œuvre et à suivre de par sa multisectorialité mais aussi car les régions d'intervention sont éloignées de la capitale, difficilement accessibles et peu stables d'un point de vue sécuritaire.

Ce contexte adverse a provoqué d'important retards notamment au démarrage du projet. Toutefois, des efforts significatifs ont été fournis pour combler ces retards et les perspectives d'atteinte des résultats prévus sont satisfaisants.

Le renforcement de la durabilité des infrastructures, services ainsi que de l'application des pratiques promues constitue le défi majeur pour la durée restante du projet. L'atteindre requiert l'amélioration des stratégies de redéploiement des services étatiques; le renforcement de capacités et mécanismes locaux mis en place (comités de gestions, groupements, services de proximité, etc.) et une plus grande appropriation des actions et services par les populations locales.

Une prolongation du projet d'au moins 8 mois accompagnée d'une hausse du budget pour maintenir les coûts de support est nécessaire pour faire face à cet enjeu de pérennisation des actions mises en œuvre.